

	<i>Le droit pour les professionnels de santé</i> 	Organisation du cabinet médical Aménagement du cabinet
	F24. ACCESSIBILITÉ DU CABINET MÉDICAL AUX PERSONNES HANDICAPÉES – INTERVENTION DU PREMIER MINISTRE	Auteur : Nora Boughriet, Docteur en droit Date de mise à jour : mars 2014

Préambule. Les cabinets médicaux et paramédicaux des **établissements recevant du public (ERP)**, classés le plus souvent en 5^{ème} catégorie. A ce titre, ils sont soumis à la réglementation relative à l'accessibilité des personnes handicapées, conformément à la loi du 11 février 2005. Les données juridiques suivantes concernent **uniquement les cabinets déjà installés** pour lesquels une date butoir de mise en accessibilité est fixée **au 1^{er} janvier 2015**. Précisions par ailleurs que ces données sont susceptibles de modifications compte tenu de la parution d'une ordonnance prévue pour cet été 2014.

1. Mise en place d'un Agenda d'Accessibilité programmée

Le 26 février 2014, le Premier Ministre a délivré le mode d'emploi de l'**Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP)**.

Objectif. Engager les acteurs qui ne sont pas en conformité avec les règles d'accessibilité sur un calendrier de programmation de travaux.

A retenir. - L'engagement dans cette démarche d'Ad'AP est à déposer avant le 31 décembre 2014. Cependant, des dossiers d'Ad'AP peuvent être déposés après cette date, moyennant la réduction du délai de réalisation et le paiement d'une pénalité.

- En cas d'engagement, les dossiers administratifs de demande de travaux et/ou de dérogation (obligatoires) doivent être déposés au plus tard 12 mois après la publication de l'ordonnance, prévue cet été 2014.
- Le risque pénal est suspendu pendant la durée de l'Ad'AP.

2. Création des Ambassadeurs de l'accessibilité

Il est recommandé de solliciter des professionnels dans le cadre du diagnostic, des préconisations d'adaptation et/ou de travaux du cabinet et de l'aide à la rédaction des documents administratifs. D'une part, certains **assureurs en responsabilité civile professionnelle** peuvent proposer un accompagnement dans les démarches. D'autre part, un correspondant de **la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité (CCDSA)** peut orienter les acteurs vers des professionnels spécialisés dans l'accessibilité des ERP aux personnes handicapées. **La mairie** peut également fournir des informations sur les normes à respecter (ex : cheminements extérieurs).

	<i>Le droit pour les professionnels de santé</i> 	Organisation du cabinet médical Aménagement du cabinet
	F24. ACCESSIBILITÉ DU CABINET MÉDICAL AUX PERSONNES HANDICAPÉES – INTERVENTION DU PREMIER MINISTRE	Auteur : Nora Boughriet, Docteur en droit Date de mise à jour : mars 2014

Nouveauté : il est annoncé la création d'**ambassadeurs de l'accessibilité** (1 000) à partir de 2014 pour orienter les acteurs.

- **Entreprises labellisées dans le domaine de l'accessibilité :** HANDIBAT et les Pros de l'accessibilité

3. Modification de certaines règles

Il est prévu des mesures d'assouplissement des normes dans le cadre bâti (ex : la largeur des allées dites « secondaires »).

4. Simplification des demandes d'autorisation de travaux pour accessibilité

Voici les principales propositions soumises au Premier ministre pour adapter le dispositif en vigueur. Si ces propositions sont retenues, elles seront intégrées dans une ordonnance dont la publication est prévue cet été 2014 :

- **Pour les travaux sans dépôt de permis de construire :** obligation de demande d'autorisation administrative de création, d'aménagement ou de modification d'un ERP. Il est prévu une simplification des modalités administratives pour les demandes d'autorisation de travaux pour accessibilité (hors les cas où il ya une demande de dérogation). Il est proposé que la demande soit établie simultanément auprès de la Mairie et du Préfet. Ce dossier après analyse est transmis à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité (CCDSA) pour avis. Le délai d'instruction fixé à 5 mois pourrait être réduit à 4 mois.
- **Pour les travaux avec dépôt d'un permis de construire :** obligation de faire appel à un architecte. Il est proposé que le dépôt soit établi simultanément auprès de la Mairie et du Préfet.
- **Des mesures d'assouplissement des normes** dans le cadre bâti pourraient être prises (ex : la largeur des allées dites « secondaires »)
- De même, les **solutions alternatives pour les ERP existants pourraient être validées** si les solutions techniques proposées permettent d'atteindre le **résultat d'un accès équivalent à la prestation**.

Cas particuliers : un local implanté dans un centre commercial et un cabinet médical au sein d'une copropriété. Dans cette dernière hypothèse, un refus argumenté de la copropriété peut être assimilé à un justificatif de dérogation pour l'ERP.

	<i>Le droit pour les professionnels de santé</i> 	Organisation du cabinet médical Aménagement du cabinet
	F24. ACCESSIBILITÉ DU CABINET MÉDICAL AUX PERSONNES HANDICAPÉES – INTERVENTION DU PREMIER MINISTRE	Auteur : Nora Boughriet, Docteur en droit Date de mise à jour : mars 2014

5. Propositions pour assouplir le dispositif de demande de dérogations

Rappel. Actuellement, il existe trois motifs de demande de dérogation :

- Impossibilité technique liée à l'environnement ou à la structure du bâtiment
- Préservation du patrimoine architectural
- Disproportion manifeste entre la mise en accessibilité et ses conséquences

Voici les **propositions soumises au Premier ministre** pour assouplir le dispositif :

- Validation des solutions alternatives pour les ERP existants si les solutions techniques proposées permettent d'atteindre un résultat d'un accès équivalent à la prestation.
- Meilleure définition de la notion de dérogation pour "disproportion manifeste".
- Amélioration de l'outil d'aide à la décision utilisé par les Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité (CCDSA) pour analyser les demandes de dérogation pour motif économique.
- Les dérogations pour raisons économiques ne seront plus pérennes : elles seront limitées dans le temps.

6. Création d'un fonds d'accessibilité

Compte tenu des aides quasiment inexistantes :

- Lancement par la Caisse des dépôts et consignations et la Bpifrance « *des outils financiers qui permettront aux collectivités territoriales et aux entreprises de réaliser leurs travaux* ».
- Création d'un fonds d'accessibilité : les recettes proviendront des sanctions financières pour non respect des AD'AP. Objectifs : accorder des subventions de travaux d'accessibilité à forte utilité sociale et relevant de maîtres d'ouvrage à situation financière dégradée.

	<i>Le droit pour les professionnels de santé</i> 	Organisation du cabinet médical Aménagement du cabinet
	F24. ACCESSIBILITÉ DU CABINET MÉDICAL AUX PERSONNES HANDICAPÉES – INTERVENTION DU PREMIER MINISTRE	Auteur : Nora Boughriet, Docteur en droit Date de mise à jour : mars 2014

SOURCES JURIDIQUES

- Conclusion par le Premier ministre de la concertation sur l'accessibilité, 26 février 2014
- Agenda d'accessibilité programmée. Propositions issues de la concertation. Rapport de Mme CAMPION remis au Premier ministre, février 2014
- Ajustement de l'environnement normatif. propositions issues de la concertation. Rapport à Monsieur le Premier ministre, février 2014

- Nature des informations délivrées -

Malgré le soin apporté dans l'exactitude des informations contenues dans ces documents, en vertu des dispositions légales, celles-ci revêtent un caractère général et ne peuvent donc remplacer un avis juridique, seule réponse possible pour une situation particulière.

- Droit de la propriété intellectuelle -

En application du Code de la Propriété Intellectuelle, toute reproduction, représentation, adaptation, modification, incorporation, traduction, commercialisation, partielles ou intégrales, par quelque procédé et forme que ce soit sont interdites, sauf autorisation préalable et écrite de JURIDIC'ACCESS.